



## Salariés menacés d'externalisation à Renault Lardy : «Moi, je n'en dors plus la nuit»

Dans le centre de l'Essonne, 300 personnes se sont mobilisées ce mardi pour soutenir 17 salariés concernés par un départ forcé de leur entreprise vers une autre, sur fond de climat social délétère au sein de la marque au losange.



Devant l'usine Renault de Lardy, où un rassemblement était organisé par les syndicats suite au projet de la direction d'externaliser une partie des salariés, ce mardi. (Martin Colombet)

par Damien Dole et photos Martin Colombet - publié le 30 mars 2021 à 19h33

*«C'est comme une météorite que tu te prends sur la tête, et c'est comme ça, tu ne peux rien faire.»*  
Patrick, 57 ans dont 32 passés chez Renault, accuse le coup. D'ici au 1er novembre, 17 salariés de la maintenance des moyens d'essai du centre de Lardy, dans le sud de l'Essonne, vont être confrontés à un choix qui n'en est pas un à leurs yeux : soit accepter de devenir salariés de la société P2M, moins de 50 personnes, et devenir prestataires pour Renault, soit être licenciés, pour faute grave. Car une fois passés chez P2M, fini les syndicats, fini les avantages du CSE de Renault, fini la stabilité. Comme pour tous les prestataires, ils pourront se voir proposer un autre poste à une heure

voire plus de chez eux, parfois même pour faire un autre métier. Il faut bien s'adapter... ou partir «à l'insu de son plein gré».

Dans le sud de l'Essonne, où de petites villes sont traversées par la Juine et son flot tranquille, des champs et des forêts, le site de maintenance de Renault Lardy, où les appareils de mesures des bancs d'essais moteur sont testés, affiche une agitation particulière pour un mardi matin. Quelques klaxons de soutien de gens du coin pendant les prises de parole au micro, des drapeaux et gilets de syndicats à l'entrée du site où travaillent 2 000 personnes, dont une moitié de prestataires, et des salariés en habits civils ou arborant la mythique blouse grise et jaune écoutent les délégués syndicaux.

### «On se sent tous dans le collimateur»

Ils sont 300 sur le site de Lardy ce mardi matin, pour dire «non à la façon dégueulasse dont les patrons veulent virer» ces salariés, assène Florent Grimaldi, délégué CGT. 300 pour soutenir 17 salariés, un chiffre qui dépasse largement les personnes menacées. A Aubevoye (Eure) et sur le fameux Technocentre de Renault Guyancourt (Yvelines), ils étaient respectivement 170 et 100 pour 9 salariés ciblé sur les deux sites. Car la situation inquiète. Christian Morel, délégué SUD du Technocentre : «Notre mobilisation est moins forte qu'à Lardy, mais on commence. C'est d'ailleurs le premier débrayage depuis des années ici. Et cette grève a concerné bien plus que les salariés directement visés. On se sent tous dans le collimateur. Ce qui leur arrive est une première étape.» L'ampleur de la mobilisation satisfait les syndicats compte tenu de la pandémie de Covid, propice au télétravail et donc à l'éclatement des solidarités. Sur le site essonnien, les quatre syndicats – CGT, CFDT, CFE-CGC, SUD – font front commun, rappelle Noël Desgrippes de la CFDT. La mobilisation prend.



Ils étaient 300 sur le site de Lardy ce mardi matin pour dire «non à la façon dégueulasse dont les patrons veulent virer» ces salariés, assène Florent Grimaldi, délégué CGT. (Martin Colombet)

### Licenciement pour faute grave, pour abandon de poste

Derrière le cas des 27 salariés se cache une méthode parfaitement rodée par les directions des grands groupes. Au lieu d'enclencher des plans sociaux, bien trop coûteux à leurs yeux, elles saucissonnent une partie de leur entreprise, via une filialisation ou une vente en vue d'externalisation. En gros : on prend un service, on le sous-traite à une autre société en utilisant l'article L. 1224-1 qui stipule que les contrats de travail de tous les salariés concernés sont transférés tels quels aux futurs employeurs, et le chiffre de la colonne «nombre de salariés» baisse comme par magie au bilan du groupe. Pensé pour protéger les salariés, ce texte se retourne alors contre eux, car s'ils refusent le transfert dans la nouvelle entité, ils risquent un licenciement pour faute grave, pour abandon de poste. Et peuvent faire une croix sur leurs indemnités. *«On est très inquiets, confie Christian Morel, de SUD. On pourrait pendant un temps baisser le temps de travail pour garder tout le monde, mais non, ils préfèrent virer des gens. Et ceux qui restent ont plus de charge de travail, avec des tâches qui se sont complexifiées. C'est une aberration sociale.»*

Quand il s'agit de fustiger ce mécanisme, un nom revient dans les rangs des syndicats, abondamment cité ce mardi à Lardy : Gilles Le Borgne, le directeur de l'ingénierie du groupe Renault. Cette méthode d'externalisation est une resucée de celle que ce dernier a mise en œuvre lorsqu'il était chez PSA, avec des salariés déjà externalisés chez... P2M. Les syndicats comme les salariés sont persuadés que la société est déjà choisie alors que Renault a une culture de l'appel d'offres pour ce genre de cession.

Cette externalisation est déjà en cours depuis plusieurs décennies dans ce service. D'une centaine de salariés Renault à la maintenance DEA-TM («Direction engineering alliance» des tests mécaniques), ils ne sont que 17 aujourd'hui – et peut-être bientôt 0. Les salariés de ce service racontent former les sous-traitants qui font le même métier qu'eux, des jeunes avec un BAC+2 sous-payés, par des entreprises qui changent bien trop souvent pour que le savoir-faire se fixe durablement. Arnaud, 25 ans de boîte à Lardy dont dix sur les bancs d'essai, relate la technicité de ce boulot : *«L'altimètre de ce centre, par exemple, permet de simuler jusqu'à 2 500 mètres d'altitude, des températures de -20 à +43 degrés. Des interventions dans ces conditions, c'est très technique. Comme dans un sous-marin, on n'en sort pas d'un coup.»*

### **«Il y a des limites»**

La situation est évidemment très mal vécue par les 17 salariés visés. *«Des collègues sont sous traitement de médicament, confie Patrick, qui fait partie des personnes concernées. Moi, je n'en dors plus de la nuit. Mon gamin de 12 ans, il a du mal à vivre tout ça, et je ne vous parle même pas de ma femme...»* D'autant plus que les trois quarts des salariés concernés ont plus de 50 ans. Retrouver un travail, qui plus est dans l'extrême sud de la région parisienne, deviendrait alors une gageure. Quelques-uns pourraient même louper à quelques mois près les mécanismes de préretraite chez Renault, et ne plus partir à 58 ans mais à 63 ans chez P2M.



Un nom revient souvent dans les rangs des syndicats : Gilles Le Borgne, le directeur de l'ingénierie du groupe Renault. (Martin Colombet)

Christian, arrivé en 1984 à l'âge de 19 ans et bientôt crédité de 38 ans d'ancienneté, vit cette externalisation forcée comme une trahison de la part du constructeur automobile. «*Quand on arrive chez Renault, c'est pour y faire carrière, pas pour y rester trois ans...*» Travailler chez P2M, dans les mêmes murs, ce n'est pas pareil. Pour Patrick aussi, l'attachement à l'entreprise est palpable. «*C'est la première fois que je manifeste mon mécontentement comme ça. Je ne suis pas toujours d'accord avec les décisions de la direction de Renault, mais c'est ma boîte. Donc je veux bien tout entendre, notamment pour que l'entreprise aille mieux, mais il y a des limites.*» «*Après trente-cinq ans de boîte, on peut être jetés comme des Kleenex. Il y a de quoi être dégoûté*», ajoute Florent Grimaldi de la CGT.

Devant le centre de maintenance, une cinquantaine de personnes lèvent la main pour prolonger la grève d'une heure jusqu'à la fin de la journée. Car l'important pour les syndicats comme pour les 17 salariés, au-delà des procédures juridiques qu'ils ont engagées, est de monter en puissance dans cette lutte, compliquée par la crise sanitaire. Jeudi, Sabine Calvo, la patronne des tests chez Renault, devait venir sur le site pour rencontrer une délégation d'élus et les salariés concernés. Mais elle a annulé après le rassemblement, en promettant une nouvelle date.

Le 8 avril sera la prochaine étape de la lutte, à Lardy comme pour tous les salariés français de Renault, devant le siège de la marque au losange, à Boulogne (Hauts-de-Seine). L'ingénierie, les salariés de la fonderie de Bretagne, ceux de l'usine de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) mais aussi 1 200 salariés de Renault Retail Group sous la menace d'une cession doivent converger ce 8 avril pour exprimer leur colère contre les licenciements qui se multiplient, en France mais aussi à l'étranger. Ils se sentent sacrifiés sur l'autel du passage du thermique à l'hybride ou l'électrique, alors qu'à leurs yeux les directions ont surtout loupé ce virage. «*Ingénieurs, cadres, ouvriers... Tout le monde sent que ça dépasse les bornes, fulmine Christian Morel de SUD. La mobilisation est en train de grossir car une étape a été franchie par la direction et parce qu'on se demande ce qui va rester en France de Renault dans quelques années.*»